

La Suisse doit sortir de l'OMC et proposer un nouveau cadre de régulation du commerce et de l'agriculture basé sur la souveraineté alimentaire !

La crise alimentaire actuelle montre que le libre-échange n'est pas à même à garantir la sécurité et la souveraineté alimentaire. Uniterre en tant qu'organisation suisse faisant partie du mouvement paysan mondial La Via Campesina appelle le gouvernement suisse à sortir de l'OMC et à créer un nouveau cadre de régulation du commerce et de l'agriculture basé sur la souveraineté alimentaire.

Uniterre demande au Conseil Fédéral d'exiger une suspension immédiate de toutes les règles existantes de l'OMC qui empêchent les pays de développer des stocks publics alimentaires et de réguler le marché et les prix. Les gouvernements doivent avoir le droit de développer leurs propres critères pour protéger et promouvoir leur souveraineté alimentaire. Chaque pays doit pouvoir définir sa politique agricole et alimentaire et défendre les intérêts de ses paysan·nes, sans nuire aux autres pays. Dans ce sens, le Conseil Fédéral doit mettre en œuvre la déclaration des Nations unies sur les droits paysans et des populations rurales en faveur de laquelle la Suisse a voté en 2018.

Yudhvir Singh de l'Union Bhartiya Kisan, qui fait partie des syndicats qui ont formé le fer de lance de la mobilisation historique des paysan·nes indien·nes en 2021, résume l'expérience de son pays avec les stocks publics alimentaires : « Les paysan·nes ont besoin de politiques publiques fortes comme le prix minimum et le stock public pour continuer à vivre décemment en produisant des aliments. » Au sein de l'OMC les pays riches continuent de bloquer depuis neuf ans les propositions concrètes des membres africains et asiatiques du G33 sur cette question des stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et la conférence de Genève n'a pas permis d'avancer sur cette question.

La Suisse a signé le Rapport agricole mondial qui place l'agriculture familiale au centre d'un modèle agricole durable organisé autour des économies locales. L'adoption d'une politique alimentaire basée sur la souveraineté alimentaire exige l'abrogation des traités en vigueur sur l'agriculture, notamment ceux de l'OMC mais également ceux avec l'Union Européenne. Les échanges commerciaux doivent obéir à des règles qui empêchent le dumping économique, social et environnemental et qui favorisent un approvisionnement indigène.

Le Conseil Fédéral doit d'urgence adopter une politique qui renforce les économies locales, la souveraineté alimentaire et un système alimentaire durable basé sur les ressources locales disponibles, l'agriculture paysanne et l'accès à une nourriture saine et suffisante pour toute la population.

Contacts presse : Rudi Berli 078 70 77 883 (fr/dt), r.berli@uniterre.ch